



Strasbourg le 27 juin 2016

Monsieur le Président,

Comment ne pas débiter notre déclaration liminaire sans dresser un constat affligeant sur l'état de la situation économique et sociale de notre pays.

Les politiques d'austérité budgétaire n'ont qu'une orientation : sauver le modèle du capitalisme mondialisé et financiarisé au détriment de l'intérêt général. Le choix est rude et inexorable : le choix de l'argent roi contre le peuple.

Cette financiarisation de l'économie se traduit par un recul des droits sociaux, de la rémunération du travail dans la richesse nationale et des politiques publiques.

La loi El Khomri en est le plus bel exemple. Dans le code du travail, le salarié avait des droits et des devoirs, après l'application de cette loi il n'aura plus que des devoirs. La précarisation des salariés est en place et fait route vers l'uberisation de la force de travail.

La politique économique appliquée n'a pour seuls résultats que des plans sociaux à répétition, la rigueur confinant à l'étranglement, la perte de pouvoir d'achat des salariés, des fonctionnaires et des retraités, la hausse du chômage, l'inégalité dans le partage des richesses, l'affaiblissement de l'état social.

Pour Solidaires Finances Publiques, une autre politique est indispensable. Elle doit avoir pour objectif, dans toutes ses orientations, la prise en compte de l'humain et éviter toutes les fractures sociales qui conduisent inévitablement au populisme et à la mise en danger de la démocratie. Cette politique ne peut pas continuer à dénigrer les fonctionnaires et le service public, vecteur déterminant du « vivre ensemble » et du principe d'égalité de tous les citoyens.

Cette Fonction Publique, est mal traitée depuis des années, avec comme point d'orgue le gel du point d'indice intervenu en 2010. Le dégel de ce dernier, accordant 0,6 % d'augmentation en 2016 et 0,6 % en 2017, ne peut être considéré que comme une aumône compte tenu des pertes de pouvoir d'achat enregistrées ces 20 dernières années.

Cette adaptation à la rigueur budgétaire déstructure la DGFIP à plus d'un titre:

- éloignement de l'usager du service public, contraint à échanger avec l'e-administration même si il n'a pas d'équipement informatique ou s'il ne maîtrise pas l'outil ou la langue.
- perte de sens, dégradation des conditions de vie au travail, mobilité contrainte (fonctionnelle et géographique), remise en cause des règles de gestion.

A l'examen des documents mis à notre disposition ,nous constatons que les missions de la DGFIP ne sont plus la préoccupation majeur de notre direction: Qu'il s'agisse des SIP, des SIE, des services désormais de la grande région, du PRD, la préoccupation principale est : Y aura t til au service des missions élargies des moyens suffisants, en particulier en effectif, pour faire face aux tâches qui leur sont dévolues?

Adapter les missions aux moyens dont on dispose est une dérive que combat Solidaires Finances Publiques,